



COLLECTIF POUVOIR D'AGIR

Déclaration proposée au débat public et aux associations membres
Aubervilliers, le 28 janvier 2011

Pour mieux vivre ensemble dans une démocratie vivante et solidaire : renforçons le pouvoir d'agir des citoyens

Militants associatifs, militants syndicaux, professionnels, élus locaux, nous sommes des animateurs de démarches collectives locales (*). Nous partageons une inquiétude croissante sur la situation des habitants des quartiers populaires et d'autres territoires avec lesquels nous agissons.

Le développement de la défiance, de la précarité, des inégalités sociales et territoriales au sein des villes et des villages, conjugués au discrédit grandissant du Politique et à un affaiblissement de notre démocratie devient un « cocktail détonnant ».

Nous partageons la conviction que les politiques publiques mises en œuvre dans nos villes et villages, font fausse route sur un point essentiel : elles laissent en friche les capacités d'expression, d'initiatives et d'action des habitants.

- Elles les considèrent comme des problèmes à résoudre, rarement comme des ressources, et se privent de leur créativité et de leur capacité d'action ;
- Elles individualisent les approches et se privent du ressort collectif ;
- Elles misent sur le mérite individuel et la compétition et se privent de plus en plus des apports de la coopération et de la solidarité .

Parce qu'elles nient très souvent l'existence d'une pluralité de savoirs humains propres aux identités collectives et individuelles, aux communautés de vie, aux appartenances culturelles, aux croyances philosophiques ou religieuses, les politiques publiques ne favorisent pas la rencontre, le dialogue, et la recherche du bien commun.

Les citoyens ne sont pas qu'habitants, clients ou bénéficiaires. Ils sont aussi acteurs. De très nombreuses expériences de terrain démontrent que renforcer notre pouvoir d'agir permet de se mobiliser, de se former, de transformer la vie et de rendre les politiques publiques et les services publics plus efficaces.



Lorsque l'action publique fait le choix d'associer les citoyens à son élaboration, à sa mise en oeuvre et à son évaluation, elle gagne en pertinence, efficacité et durabilité. C'est un multiplicateur d'investissements publics et privés qui génère des dynamiques de développement pour les personnes, les communautés de vie et les territoires.

Mais pour cela, il faut y croire et avoir confiance.

Nous avons besoin d'une véritable révolution de nos mentalités et de nos pratiques. Il est temps pour notre pays de rompre avec des décennies de déconsidération et de crainte des citoyens, des communautés de vie et de la société civile.

Il est temps de considérer les citoyens non comme des êtres abstraits, des consommateurs ou des « administrés » mais pour ce qu'ils sont : des personnes et des groupes doués de réflexion, capables d'inventer, d'être responsables et solidaires, de décider, de jouer collectif pour faire vivre ensemble les valeurs de notre république.

Il est urgent de soigner notre vieille démocratie

L'abstention, les émeutes et révoltes sporadiques, les logiques de ghetto de riches ou de pauvres, le recul des démarches participatives, les replis communautaristes de toutes classes sociales ou toutes origines culturelles, tirent la sonnette d'alarme. **La crise économique et écologique et ses conséquences sociales ont achevé de rendre la situation particulièrement inquiétante.**

Nos cadres institutionnels sont devenus obsolètes à mesure que s'est développé le potentiel de notre société civile. Les représentants, qu'ils soient politiques, associatifs ou syndicaux, y sont confrontés : notre démocratie souffre d'une crise profonde de la délégation du pouvoir.

Si les citoyens ne participent pas ou peu aux affaires publiques, ce n'est pas parce qu'ils s'en désintéressent, mais parce qu'ils n'ont pas, dans les espaces qu'on leur propose, de réel pouvoir sur les questions qui les concernent. On leur dénie la capacité d'agir et de participer à la décision pour le bien commun.

(*) du développement local, du développement social territorial, du développement communautaire, du développement local durable, de la démocratie participative, de la Politique de la Ville et du développement social urbain, de l'économie sociale et solidaire, du travail social communautaire, de l'éducation populaire et citoyenne, des centres sociaux, de l'action sociale, de l'éducation, de la prévention éducative, de l'insertion, de la formation

La démocratie n'est pas seulement la manière de désigner les représentants du peuple, mais bien plus la manière de vivre ensemble, de décider des affaires communes et de les mettre en œuvre. La société civile a un rôle essentiel à jouer.

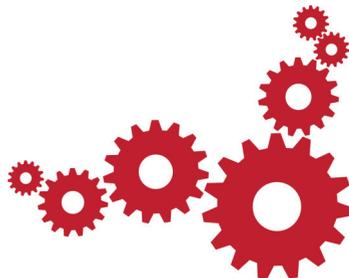
Nous devons libérer les capacités des citoyens et de la société civile !

Nous invitons l'ensemble des citoyens et acteurs intéressés à débattre des enjeux du pouvoir d'agir et à amender ce texte d'appel.

Nous invitons les associations et réseaux intéressés à rejoindre le Collectif pouvoir d'agir pour faire vivre le message et travailler à des actions locales et nationales de démonstration avec comme point d'orgue des événements publics au mois de mai.

A court terme l'enjeu est de peser sur les programmes des partis politiques pour que la démocratie ne soit pas un des grands absents de la campagne électorale de 2012.

**Développons notre pouvoir d'agir
pour mieux vivre ensemble
dans une démocratie vivante et solidaire !**



La crise sociale sans précédent que nous traversons jette une lumière crue sur l'aggravation de la relégation sociale d'une partie croissante de la population, sur le fossé qui se creuse, chaque jour plus infranchissable, entre le monde des inclus et celui des exclus. Ceux qui y sont assignés se trouvent non seulement dans l'incapacité d'accéder aux biens et services de l'espace public mais, plus gravement encore, dans l'incapacité de faire valoir leur droit d'y accéder.

Ceux qui se battent à leurs côtés, élus locaux, agents des services publics, associations, manquant de soutien et de reconnaissance de leur travail. Les habitants des quartiers se sentent ainsi délaissés, hors du champ de la représentation, invisibles, mis « hors jeu » de la vie publique, de la citoyenneté. Pas étonnant qu'ils ne croient plus à la capacité des politiques de changer leur situation.

Pourtant malgré le cumul des difficultés, ces quartiers possèdent une richesse humaine et une créativité sociale considérables. Leurs habitants y déploient nombre d'actes de solidarité, d'initiatives civiques et économiques, méconnues et laissées en friches par les politiques publiques. A l'initiative de Claude Dilain, des maires de banlieue ont exprimés leur colère et alerté « ceux qui ignorent les banlieues ». En appui à ce cri d'alarme nous affirmons que la politique de la ville doit d'abord reposer sur une volonté politique plus affirmée et sur davantage de solidarité nationale, notamment sur le plan financier. Elle a surtout besoin qu'on fasse place à une participation active des populations concernées. Leurs initiatives et leurs associations doivent être sécurisées dans leur rôle de partenaires durables des politiques publiques. Sans la mobilisation de cette ressource, aucune « politique de la ville » ne peut réussir.

Nous devons franchir un pas que la France n'a jamais osé franchir, celui de l'« empowerment » : ouvrir aux habitants de ces quartiers l'accès à la capacité politique pour qu'ils soient les auteurs de la définition de leurs besoins et les coproducteurs des réponses à y apporter pour le développement social de leur territoire. Ne pas les enfermer dans un statut de consommateurs passifs des politiques publiques mais les reconnaître comme citoyens actifs capables de prendre collectivement en main leur propre développement et celui de leur environnement, de porter eux-mêmes leur parole et de conduire leurs projets. Compter sur leurs engagements, leurs convictions, leurs compétences. Bref appuyer cette reconquête de leur dignité civique, de leur pleine citoyenneté, et leur en donner les moyens.

Notre époque ne peut plus se satisfaire de mesures visant à acheter à la marge la paix sociale. C'est notre culture politique qu'il faut faire évoluer et transformer. Nous, acteurs de terrain des politiques de la ville, sommes prêts à relever ce défi.

PREMIERS SIGNATAIRES - Clotilde Bréaud, présidente du Comité national de liaison des régies de quartier (CNLRQ) - *Le CNLRQ regroupe 140 régies de quartier présentes sur le territoire national, qui mobilisent 2000 bénévoles et salariat 8000 habitants dans des missions de développement de leur quartier.* - **Pierre Garnier**, président de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF) - *La fédération regroupe 1000 centres sociaux répartis sur le territoire français, dont 600 dans les quartiers populaires, et représente environ 10000 salariés et plusieurs centaines de bénévoles par centre social.* - **Claudine Camillieri**, présidente de l'Association des directeurs de plans locaux pour l'insertion et l'emploi (EUROPLIE) - *Europlic regroupe plus d'une centaine de directeurs de plans locaux (plus de la moitié des PLIE existants) : les PLIE accueillent plus de 50 000 personnes chaque année et proposent des parcours individualisés vers l'emploi et l'insertion.* - **Francis Grandjean**, président du Comité national de liaison des associations de prévention spécialisée (CNLAPS) - *Le CNLAPS anime un réseau de 320 associations et structures publiques, habilitées dans le cadre de la protection de l'enfance et qui emploient près de 4000 professionnels (éducateurs de rue).* **Sylvie Rebière-Pouyade**, présidente de l'Inter-réseau des professionnels du développement social urbain (IRDSU) - *L'IRDSU regroupe 15 réseaux régionaux de professionnels en charge de la Politique de la Ville et du DSU et 180 collectivités territoriales abonnées. Il touche 7800 professionnels et partenaires.*